

Dynamique du secteur industriel moderne sur longue période : 1966 - 1994 ou comment se perdre en une décennie ?

Mireille RAZAFINDRAKOTO

Avec la mise en oeuvre d'une stratégie de libéralisation économique, le pays compte sur le secteur industriel pour insuffler une nouvelle dynamique de l'offre. Cette étude se propose d'apprécier le potentiel de développement de ce dernier, en se basant sur une analyse de longue période, des années 60 à nos jours, du secteur industriel à Madagascar. Après un important travail de mise en cohérence, les résultats de huit recensements industriels ont été mobilisés (1966, 1967, 1968, 1973, 1974, 1983, 1984 et 1994). L'auteur évalue l'impact sur l'industrialisation des grandes options de politique économique qui se sont succédé depuis l'indépendance. Une des conclusions fortes de cette étude est que la stratégie de croissance tirée par les exportations ne peut être viable dans un contexte de contraction continue de la demande intérieure.

**Economie
de Madagascar**
N° 1
Décembre 1996

Dynamique du secteur
industriel moderne sur
longue période

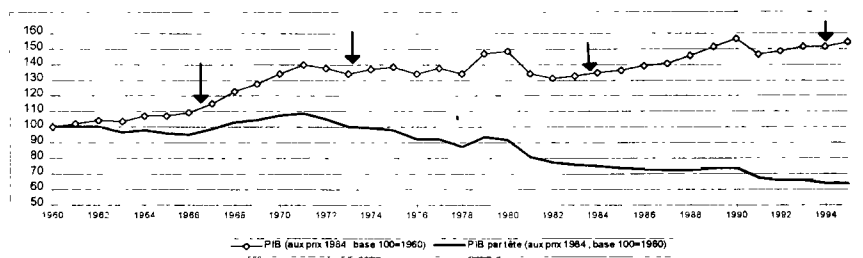
Mireille Razafindrakoto

41

* Mireille Razafindrakoto est économiste à l'ORSTOM

MADAGASCAR donne l'impression d'un pays qui n'arrive pas à trouver sa voie. La quasi-stagnation du niveau d'activité depuis trois décennies, malgré (et combinée à) une croissance rapide de la population engendre une dynamique régressive de l'économie comme l'illustre le graphique 1. Ce processus involutif dans lequel le pays est engagé, qu'aucun régime politique n'a réussi à endiguer, résulte-t-il d'une succession de mauvaises options économiques ? Ou le potentiel du pays si souvent évoqué, sur lequel se fondent les espoirs d'une croissance qui tarde à se dessiner, ne serait-il que fictif ?

Graphique 1
Evolution du PIB 1960-1994



Sources INSTAT, calculs MADIO. Les flèches sur le graphique marquent les dates retenues pour l'analyse compte tenu de la disponibilité de données fiables.

Nous proposons dans cette étude une analyse de l'évolution du secteur industriel malgache au cours des trois dernières décennies, en se basant sur huit recensements qui donnent quatre points dans le temps : 1967-68, 1973-74, 1983-84 et 1994. Ce secteur est en mesure de jouer un rôle majeur dans la dynamique économique du pays. L'activité manufacturière peut constituer un débouché naturel des produits agricoles et favoriser une meilleure articulation de l'économie. Elle est susceptible d'engendrer un effet d'entraînement non seulement sur le secteur primaire et secondaire, mais aussi sur les services dont les entreprises industrielles sont également demandeurs. De plus, le faible coût de la main-d'oeuvre, l'existence de ressources naturelles locales sont autant d'atouts qui devraient permettre

une industrie compétitive. Le déplacement des activités économiques vers celles à plus forte valeur ajoutée apparaît aujourd'hui comme un passage obligé pour entraîner un véritable développement du pays. Si l'extension de certains segments du secteur tertiaire (tels que le tourisme, ou la saisie informatique) pourrait contribuer à la croissance, les possibilités d'extension de ces derniers restent malgré tout limitées. Les débouchés sont relativement restreints, l'infrastructure est insuffisamment développée, et la concurrence est importante. Enfin, les effets d'entraînement sur l'ensemble de l'économie de ces activités sont faibles. Les expériences réussies de spécialisation dans les services sont jusqu'à présent circonscrites aux pays de petite taille (Ile Maurice, Seychelles, Belgique, Luxembourg, etc).

Nous nous pencherons sur l'impact des changements dans les grandes options de politique économique du pays sur le secteur industriel moderne. A l'instar de la plupart des pays en développement, Madagascar espérait développer l'industrie locale en optant pour la substitution des importations au cours des années 70. Le pays a alors appliqué une politique «autocentrée», en limitant l'ouverture et en promouvant les investissements publics. Ce n'est que vers la fin des années 80, suite aux déconvenues des périodes précédentes, que le pays s'engage sur la voie de la libéralisation économique. Les modifications de l'environnement économique au sein duquel les entreprises industrielles ont dû évoluer fonderont notre analyse.

Les options économiques des différentes périodes se caractérisent surtout par les politiques vis-à-vis de l'extérieur. De ce point de vue, il convient de distinguer quatre sous-périodes, qui constitueront la clef d'entrée de notre travail :

- 1966 - 1972 : l'apprentissage en douceur de l'indépendance ou comment construire l'avenir sans perdre les acquis.

Les échanges commerciaux avec l'extérieur augmentent, mais avec une orientation progressive vers les biens intermédiaires et d'équipement nécessaires au développement d'une capacité d'offre locale ;

- 1973 - 1981 : la volonté d'affirmer une indépendance non encore conquise ou le choix de voler de ses propres ailes avant l'acquisition des techniques du vol.

A la réduction drastique des importations qui a touché les biens d'équipements (non produits localement) a succédé une poussée effrénée des importations visant l'accélération des investissements publics dans un contexte de détérioration des termes de l'échange.

- 1982 - 1986 : le difficile réveil suite à des rêves de grandeur ou comment réparer les effets d'une ambition démesurée.

Le pays est contraint à une restriction sévère de ses importations (touchant tous les produits mais en particulier les biens d'équipement) compte tenu du niveau atteint précédemment, de l'évolution défavorable des prix et de la chute en volume et en valeur des exportations.

- 1987 - 1995 : la libéralisation graduelle de l'économie ou l'exploration d'une nouvelle voie à pas feutrés.

Si une ouverture économique se fait jour, avec notamment une relance des exportations et des importations marquant l'inversion des tendances passées, une réelle volonté d'engagement sans retour, en faveur de la libéralisation de l'économie, tarde à se dessiner. Des demi-mesures ont laissé intactes certaines entraves aux échanges avec l'extérieur.

Dynamique globale du secteur industriel moderne

L'évolution du niveau de l'activité industrielle : une trajectoire en dents de scie

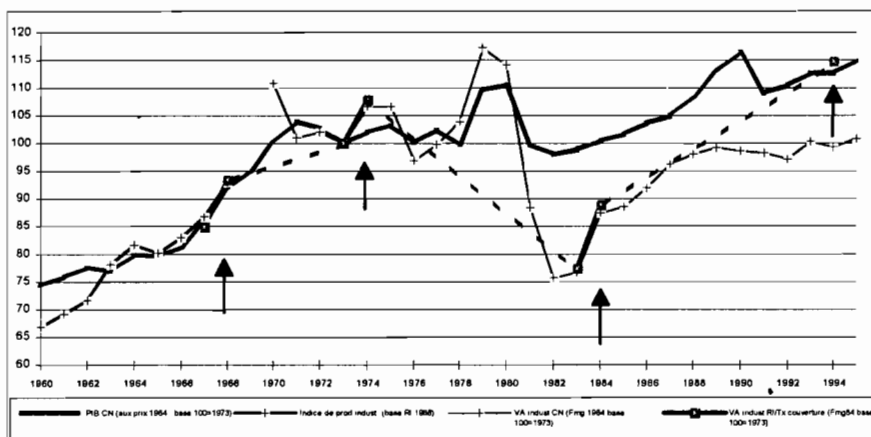
Nous disposons de quatre points pour établir la trajectoire du secteur industriel malgache au cours des trente dernières années. Nous ne chercherons pas à analyser de façon précise les fluctuations entre ces dates. Mais les sources annexes (comptes nationaux, indices de production industrielle) fournissent des indications sur les variations qui ont eu lieu, malgré la faible qualité des données.

La confrontation des données des diverses périodes montre que le secteur industriel a subi **une forte contraction de 1974 à 1983, avant de retrouver un nouvel essor avec la libéralisation de l'économie.** Alors que le taux de croissance annuel moyen de la valeur ajoutée industrielle est estimé à près de 5% de 1960 à 1968, il n'est plus que de 2% l'an de 1968 à 1974. Ce ralentissement a en fait surtout lieu à partir de 1971 et se confirme avec la rupture dans la politique économique du pays. Ni le choix de la stratégie d'import-substitution, ni l'"investissement à outrance" n'ont donné lieu à une véritable industrialisation. Les investissements de la fin des années 70 ont pu

profiter ponctuellement au secteur industriel. Mais la chute de la valeur ajoutée qui suit, atteint des proportions dramatiques : -28% en 9 ans (de 1974 à 1983), soit une récession moyenne de 3,6% chaque année. Ce n'est qu'à partir de 1984 que la tendance s'inverse avec une croissance annuelle moyenne de 3% de 1984 à 1994. La valeur ajoutée industrielle dépasse pour la première fois son niveau d'il y a vingt ans. Cette dynamique positive est cependant encore limitée en regard de celle des années 60. En particulier, elle est sans commune mesure avec celle des pays asiatiques considérés comme des exemples à suivre sur la voie de la libéralisation économique.

La trajectoire du secteur industriel malgache (avec trois phases marquées : la croissance, suivie d'une stagnation-récession, et de nouveau une relance) incite à imaginer ce qu'aurait pu être le niveau d'industrialisation aujourd'hui si la tendance des années 60 et du début des années 70 avait pu se prolonger. **La comparaison avec le cas de l'Ile Maurice qui a opté pour l'ouverture internationale dès le début des années 70, et qui a aujourd'hui un niveau de PIB par tête dix fois supérieur à celui de Madagascar⁽¹⁾ confirme la thèse d'une décennie «perdue» : entre 1973 et 1983.**

Graphique 2
Evolution du PIB industriel 1967-1994



Sources RI : divers Recensements industriels, CN : Comptabilité Nationale, INSTAT, MADIO, nos propres calculs. La dernière courbe sur la valeur ajoutée industrielle résulte d'une extrapolation en tenant compte du taux de couverture des divers recensements. Les traits en pointillés correspondent aux périodes durant lesquelles on ne dispose pas de données d'enquêtes fiables.

1) Le PIB par tête de l'Ile Maurice était «seulement» deux fois supérieur à celui de Madagascar en 1971.

La part de la valeur ajoutée industrielle dans le PIB a toujours été relativement faible à Madagascar. Sa contribution à la croissance du pays a donc été jusqu'à présent limitée. Le poids maximum a été atteint en 1974 (avec 18% du PIB). Elle est restée inférieure à 15% au cours des années 80, et on estime en 1994 que le secteur industriel (y compris sa partie informelle) représente à peine 16% du PIB. Si on se réfère de nouveau au cas de l'Ile Maurice, l'industrie dépasse la part de 20% dès le milieu des années 70 et approche les 30% en 1990.

Ainsi, si une relance du secteur industriel peut être constatée depuis la libéralisation économique, il reste encore un long chemin à parcourir pour rattraper le retard accumulé lors de la décennie passée, afin de parvenir au niveau d'industrialisation de l'Ile Maurice ou des pays asiatiques, érigés en exemple.

Une lente densification du tissu industriel

L'interprétation des chiffres obtenus pose de sérieuses difficultés. Les différences méthodologiques entre les enquêtes et l'incertitude sur les véritables taux de couverture des opérations rendent difficiles les comparaisons. Une estimation assez grossière du nombre d'entreprises a été effectuée à partir du taux de couverture calculé dans la première partie. Ce dernier se base cependant sur la valeur ajoutée et non sur le nombre d'établissements enquêtés, faute de données. Les chiffres obtenus supposent que la taille des entreprises (en termes de valeur ajoutée) reste en moyenne constante. Si cette estimation est assez approximative, elle a surtout pour objectif d'apprécier globalement l'évolution de la densité du secteur industriel, en termes d'entreprises de grande taille.

Tableau 1
Evolution du nombre d'entreprises industrielles modernes

	1966	1967	1968	1973	1974	1983	1984	1994
Nombre d'établissements enquêtés	436	261	263	320	327	329	331	526
Evolution depuis la période précédente (en %)			0,8	21,7	2,2	0,6	0,6	58,9
Taux de croissance annuel moyen depuis la période précédente (en %)					3,7		0,1	4,7
	1966	1967	1968	1973	1974	1983	1984	1994
Nombre d'établissements estimés		522	526	615	629	598	602	822
Evolution depuis la période précédente (en %)			0,8	17,0	2,2	-4,9	0,6	36,6
Taux de croissance annuel moyen depuis la période précédente (en %)					3,0		-0,4	3,2

Sources Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs. Pour 1994, nous avons préféré retenir le nombre d'entreprises (données plus fiables que le nombre d'établissements). Les chiffres de 1994 ne concernent que les SQS, les enquêtes précédentes ne couvrant que les grosses entreprises. La baisse de 1966 à 1967 s'explique par une couverture plus limitée de l'enquête en 1967, il convient donc de ne pas interpréter la différence entre les deux années. Afin de corriger le biais résultant des différences de taux de couverture, nous avons estimé dans la deuxième partie du tableau le nombre « effectif » d'établissements à partir du taux de couverture déduit de la valeur ajoutée.

La cohérence entre le mouvement observé sur le nombre d'établissements et celui du niveau d'activité au cours des différentes périodes permet de supposer que les approximations restent assez proches de la réalité.

La multiplication de grandes entreprises de la première période 1967-1974 correspond à la phase de relative prospérité de l'économie. Le développement progressif de l'économie locale a permis la naissance d'un nombre conséquent d'entreprises. Une réduction du tissu industriel peut être constatée de 1974 à 1984, et cela malgré l'"investissement à outrance" de la fin des années 80 qui a sans doute permis la création de quelques entreprises. Deux hypothèses peuvent être avancées : soit ces dernières sont restées des «éléphants blancs» et n'ont jamais réellement fonctionné, soit le phénomène de disparition d'entreprises plus anciennes a fortement touché le tissu industriel. L'échec de la politique d'import-substitution qui visait le développement d'une industrie locale est ainsi manifeste. La restriction des importations de biens intermédiaires et d'équipement, suivie d'une forte contraction de la demande durant la phase de stabilisation du début des années 80, a eu des effets négatifs marqués sur le secteur industriel.

La libéralisation économique a en revanche permis une véritable densification du secteur industriel. Le nombre d'entreprises industrielles modernes croît en moyenne de plus de 3% de 1984 à 1994. Encore, ces chiffres ne tiennent pas compte de la dynamique dans les deux autres segments de l'industrie. La multiplication d'entreprises individuelles, si on a du mal à l'évaluer de façon exacte, est réelle⁽²⁾. Parallèlement, on note une forte montée du secteur informel avec l'aggravation de la crise⁽³⁾. Trois phénomènes se conjuguent : d'une part le retrait de l'Etat de la sphère économique pour laisser place à l'initiative privée joue en faveur du secteur industriel ; d'autre part, l'ouverture du pays à l'extérieur permet l'arrivée d'investisseurs étrangers, même si le flux de capitaux reste limité ; enfin, la libéralisation des échanges crée de nouvelles opportunités de développement de l'industrie (aussi bien sur le marché intérieur avec la possibilité d'importer les matières premières et les biens d'équipement non disponibles dans le pays, que sur le marché extérieur avec l'encouragement des exportations manufacturières).

2) Voir NAUDET, D. : «Les petites entreprises à Madagascar le missing middle retrouvé», Projet MADIO, n°9609/E, février 1996, 20 p

3) Voir RAVELOSOA, R. et ROUBAUD, F. «Dynamique de la consommation des ménages de l'agglomération d'Antananarivo sur longue période», Projet MADIO, n°9602, janvier 1996, 25 p

Evolution de la structure du tissu industriel

Le récent déplacement en faveur des entreprises de taille plus modeste...

La répartition des entreprises selon leur taille a peu évolué si on compare les données de 1966 à celle de 1994. Les petites entreprises ont toujours été largement majoritaires (plus de 70% de l'ensemble). Cependant, cette distribution n'est pas restée constante entre les deux dates. **La croissance continue de la taille moyenne des entreprises témoigne d'un contexte qui a favorisé les grandes entreprises de 1967 à 1984.** D'une part, la politique économique mise en oeuvre à partir de 1973 visait une accélération de l'industrialisation par la création de grosses unités industrielles. Cette phase atteint son apogée avec l'"investissement à outrance". D'autre part, les grandes entreprises résistent mieux à la crise. Cette constatation n'exclut cependant pas le phénomène de multiplication des micro-entreprises qui dépassent le champ de notre analyse, mais elle met en évidence les effets des politiques appliquées de 1973 à 1983 sur les PME. Elles ont a priori été les premières victimes de la contraction du tissu industriel.

L'engagement récent sur la voie de la libéralisation marque de nouveau une inversion de cette tendance. La taille moyenne des entreprises chute pour la première fois depuis près de trois décennies. On revient à un niveau équivalent à celui de 1973. **L'encouragement de l'initiative privée a favorisé l'émergence d'entreprises de taille modeste.** Les unités créées, sans doute plus viables, tiennent compte de la dimension limitée du marché, contrairement à celles de la période d'"investissement à outrance" dont les ambitions étaient illusoires. Parallèlement, les entreprises plus anciennes s'ajustent (notamment avec les mesures de licenciement dans les grandes entreprises publiques). Soulignons cependant que cette diminution de la taille moyenne des entreprises résulte également du climat d'instabilité qui perdure, engendrant une hésitation des gros investisseurs potentiels.

Tableau 2
Répartition des entreprises selon leur taille et
Evolution de la taille moyenne des entreprises industrielles modernes

	1966	1967	1968	1973	1974	1983	1984	1994
"Petites" entreprises	84	77	73	-	-	-	-	79
Entreprises "moyennes"	10	15	18	-	-	-	-	12
"Grosses" entreprises	6	8	9	-	-	-	-	9
Total	100	100	100	-	-	-	-	100
	1966	1967	1968	1973	1974	1983	1984	1994
Taille moyenne des entreprises	83	111	122	144	156	179	184	145

Sources Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs. Pour 1966, 1967 et 1968, les petites entreprises sont celles qui ont une production annuelle inférieure à 100 millions de Fmg courant, les entreprises moyennes sont celles dont la production est comprise entre 100 et 300 millions de Fmg courant ; les grosses entreprises sont celles dont la production est supérieure à 300 millions de Fmg courant. En tenant compte de l'évolution des prix industriels, pour 1994, les petites entreprises sont celles qui ont une production annuelle inférieure à 2,8 milliards de Fmg courant, les entreprises moyennes sont celles dont la production est comprise entre 2,8 et 8,4 milliards de Fmg courant, les grosses entreprises sont celles dont la production est supérieure à 8,4 milliards de Fmg courant

... vers des activités à plus forte valeur ajoutée...

Le champ couvert par les enquêtes successives étant limitées aux plus grosses entreprises, les changements structurels constatés ne correspondent pas à ceux du tissu industriel dans sa globalité. Mais si les mouvements observés sur les entreprises de grande taille peuvent masquer la dynamique en oeuvre sur les unités plus petites, il n'en reste pas moins qu'ils fournissent des indications intéressantes sur l'évolution du tissu industriel.

On observe le développement de diverses branches manufacturières de 1966 à 1974. La phase d'import-substitution et d'"investissement à outrance" a en revanche eu comme effet d'inverser cette tendance positive. Le calcul de l'indice de concentration (coefficient de Gini, en termes de poids de chaque branche en nombre d'entreprises) illustre ce mouvement de recul. Il apparaît cependant que la libéralisation économique a de nouveau donné lieu à une diversification du tissu industriel.

**Economie
de Madagascar**
N° 1
Décembre 1996

Dynamique du secteur
industriel moderne sur
longue période

Mireille Razafindrakoto

Tableau 3
Répartition des entreprises suivant la branche

	1966	1974	1984	1994	
	Sect. moderne (en %)	Sect. moderne (en %)	Sect. moderne (en %)	SQS (en %)	Ens. sect. formel (en %)
Industries extractives	6,9	3,7	3,0	4,6	4,4
Agro-industrie	19,3	11,3	7,6	6,1	7,5
Ind.aliment.,	17,2	18,3	21,2	9,6	24,8
Ind. boissons	5,3	4,0	6,9	7,0	3,7
Ind. tabacs	1,6	2,8	1,8	1,5	0,1
Ind. corps gras	5,3	5,5	3,6	3,0	1,1
Industrie du textile	7,3	8,9	13,0	17,8	12,7
Ind. du cuir	0,9	0,3	0,6	3,0	3,8
Industrie du bois	6,7	7,6	7,9	10,4	18,2
Papeterie et édition	7,1	9,8	11,2	10,5	7,1
Industrie chimique	2,8	4,9	4,5	10,6	2,5
Mat. construction	2,3	2,8	2,4	5,7	3,0
Ind. électrique	2,1	2,8	2,4	1,0	1,1
Ind. métallique	14,0	14,1	10,0	4,8	4,7
Industries diverses	0,7	2,1	3,6	4,3	5,0
Energie	0,5	1,1	0,3	0,1	0,1
TOTAL	100	100	100	100	100
Total nb établissements	436	327	331	526	5 728
Indice de concentration (GINI)	0,48	0,42	0,45	0,39	0,52

Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs. Pour 1994, nous avons préféré retenir le nombre d'entreprises (données plus fiables que le nombre d'établissements). La couverture du recensement industriel en 1966 est plus étendue que celles de 1974 et 1984. Plus l'indice de GINI est proche de 1, plus forte est la concentration (ou spécialisation).

La structure de la valeur ajoutée met par ailleurs en évidence une certaine inertie du secteur industriel. Trois branches ont toujours prédominé au cours des trois décennies : l'"agro-industrie", l'"industrie alimentaire" et l'"industrie textile". Ces dernières ont toujours représenté 60% environ du PIB industriel. Et cela malgré la forte montée de la part de l'"énergie", et dans une moindre mesure de l'"industrie chimique", et la chute des "industries diverses".

Tableau 4
Répartition de la valeur ajoutée selon les branches

	1967	1968	1973	1974	1983	1984	1994
Industries extractives	0,0	0,0	2,6	3,7	3,1	2,8	4,4
Agro-industrie	22,5	20,2	11,9	12,4	11,1	13,8	18,0
Ind.aliment., boissons,tabacs,corps gras	18,3	18,8	19,9	16,1	19,3	18,1	23,7
Industrie du textile et du cuir	23,8	24,3	30,6	32,6	34,8	37,7	15,1
Industrie du bois, papeterie et édition	8,0	8,3	5,6	6,4	5,8	5,9	6,8
Industrie chimique	2,4	2,9	2,8	3,2	2,9	2,6	4,4
Industries diverses	10,4	11,9	11,0	12,1	8,7	7,9	5,8
Energie	14,6	13,6	15,4	13,6	14,4	11,4	21,8
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100

Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs

... et une spécialisation progressive de l'industrie

La diversification du tissu industriel s'accompagne d'un mouvement de spécialisation, répondant à la recherche d'une allocation plus optimale des ressources.

L'abandon de la production de biens d'équipement au profit des biens de consommation et des biens intermédiaires illustre ce phénomène. A un niveau plus fin, la multiplication des entreprises textiles intensives en main-d'oeuvre, la croissance en terme de valeur ajoutée de la part de l'"agro-industrie", de l'"industrie alimentaire"⁽⁴⁾ et de l'"industrie chimique" utilisant les ressources naturelles locales mettent en exergue la volonté de développer une industrie exploitant les avantages comparatifs du pays. Le choix de miser sur l'"agro-industrie", l'"industrie alimentaire" et l'"industrie textile" pour lesquelles une tradition s'est construite au cours des trois dernières décennies, donne aussi l'occasion de mettre à profit les savoir-faires acquis.

Tableau 5
Répartition des entreprises et de la valeur ajoutée
selon leur groupe d'utilisation

Répartition entreprises (%)	1966	1967	1968	1973	1974	1983	1984	1994
Biens alimentaires	49	51	51	42	42	41	41	27
autres conso. courantes	22	23	23	27	26	33	33	42
Biens intermédiaires	10	5	5	10	10	8	8	15
Biens d'équipement	19	21	21	21	22	18	18	16
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100
Répartition VA (%)	1966	1967	1968	1973	1974	1983	1984	1994
Biens alimentaires	-	41	39	32	29	30	32	42
autres conso. courantes	-	32	33	36	39	41	43	22
Biens intermédiaires	-	17	16	21	20	20	17	30
Biens d'équipement	-	10	12	11	12	9	8	6
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100

Sources Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs

4) L'"industrie des boissons et tabacs". et l'"industrie des corps gras" ont été classées dans l'"industrie alimentaire"

L'évolution des facteurs de production

Un mouvement de réallocation de la main-d'oeuvre

La place prédominante de l'"agro-industrie", de l'"industrie alimentaire" et du "textile" que nous avons mentionnée plus haut se vérifie aussi en termes d'emplois. Ces dernières ont toujours concentré 70% de l'emploi industriel jusqu'en 1984. Si elles réunissent encore aujourd'hui la grande majorité de la main-d'oeuvre industrielle moderne, un léger recul de leur part se manifeste (66% en 1994). Cette baisse relative s'explique par la montée de l'"industrie chimique" et de la "branche énergétique". Parallèlement un mouvement de réallocation du travail s'est opéré de l'"industrie alimentaire" et de l'"agro-industrie" vers "le textile".

Economie
de Madagascar
N° 1
Décembre 1996

Tableau 6
Répartition de l'emploi suivant la branche

	1966	1967	1968	1973	1974	1983	1984	1994
Industries extractives	6,6	0,0	0,0	3,7	4,0	4,1	3,9	4,4
Agro-industrie	27,5	26,9	26,9	17,8	18,2	26,2	27,4	19,1
Ind.aliment.,boissons,tobacs,corps gras	17,9	20,0	20,0	21,5	22,8	16,6	16,8	12,6
Industrie du textile et du cuir	24,3	29,7	25,5	30,0	30,5	26,5	25,9	34,7
Industrie du bois, papeterie et édition	6,7	8,8	8,8	6,9	6,2	6,8	6,7	7,7
Industrie chimique	1,8	0,5	0,5	2,2	2,1	1,5	1,5	5,1
Industries diverses	9,0	8,4	12,0	11,2	10,2	10,2	9,8	7,3
Energie	6,2	5,8	6,3	6,6	6,0	8,1	8,0	9,1
TOTAL	100	100	100	100	100	100	100	100

Sources. Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs

Ce déplacement de la main-d'oeuvre résulte de la diminution de la taille moyenne des entreprises de toutes les branches et de la multiplication des entreprises textiles intensives en main-d'oeuvre.

Le taux d'encadrement dans les grandes entreprises industrielles a doublé de 1966 à 1994. Cet accroissement du nombre de cadres est surtout perceptible à partir des années 80. **La phase d'import-substitution et la période d'"investissement à outrance" a eu comme effet une multiplication des cadres moyens**, la place relative des cadres supérieurs restant pratiquement constante.

Dynamique du secteur
industriel moderne sur
longue période

Mireille Razafindrakoto

Parallèlement, la main-d'oeuvre étrangère s'est fortement réduite. Le nombre relatif de cadres supérieurs étrangers est aujourd'hui deux fois moindre qu'en 1966, suite à la politique de nationalisation des entreprises, et à la formation de cadres nationaux. Mais il est intéressant de constater que les étrangers occupent toujours le quart des postes de cadres supérieurs.

Une baisse généralisée du niveau des rémunérations

La baisse continue des rémunérations en termes réels depuis le milieu des années 70 constitue un fait marquant. La main-d'oeuvre industrielle a subi une contraction de 50% de sa rémunération réelle de 1974 à 1994 (et -60% par rapport à 1973). Aucune activité industrielle n'est épargnée puisque la main-d'oeuvre de toutes les branches est touchée. L'absence d'indexation des salaires aux prix explique ce phénomène. Cette baisse est d'autant plus grave que l'on observe parallèlement une montée du taux d'encadrement. Par ailleurs, avec l'effort accompli depuis l'indépendance en matière de scolarisation, la qualification de la main-d'oeuvre s'est améliorée.

La diminution de la part des frais de personnel dans la valeur ajoutée complète ce diagnostic. La réduction du coût du travail n'a pas particulièrement favorisé la création d'emploi. La «*branche textile*» échappe cependant à la règle puisque le poids de la masse salariale augmente en 1994 pour ce segment du tissu industriel (passant de 31% à 37% de la VA). Cette évolution met en exergue une intensification en main-d'oeuvre des entreprises textiles depuis 1984, puisque le coût du travail connaît également une baisse marquée dans cette branche, à l'instar des autres activités.

La hausse de la part des charges sociales constitue sans doute le seul point positif qui peut être mis en avant par les salariés. Ces dernières ne représentaient que 14% du coût du travail en 1966, alors qu'en 1994 le pourcentage correspondant est de plus de 20%. On ne peut cependant pas évaluer de manière précise l'évolution de ces dernières en niveau, faute de données détaillées. Le poids plus important de ces charges peut traduire un développement de la protection sociale, ou tout simplement un maintien ou une baisse moins forte de leur niveau.

Une industrie plus intense en capital

Si la qualité des données sur le capital est sujette à caution, étant donné les difficultés inhérentes pour évaluer son montant, quelques résultats peuvent être dégagés. Contrairement à ce que l'on aurait pu penser, **la phase d'"investissement à outrance" n'a pas particulièrement engendré l'éclosion d'une industrie intensive en capital**. A l'exception de l'"agro-industrie" et de la "branche alimentaire", le ratio capital/valeur ajoutée a peu évolué, quand il n'a pas baissé.

Tableau 7
Evolution de l'intensité du capital
(montant du capital/valeur ajoutée)

	1973	1974	1983	1984	1994
Industries extractives	2,1	1,1	0,7	0,6	1,5
Agro-industrie	0,9	0,9	1,7	1,4	1,7
Ind.aliment.,boissons,tobacs,corps gras	0,7	0,8	1,3	1,1	2,6
Industrie du textile et du cuir	1,0	0,7	0,9	0,6	0,9
Industrie du bois, papeterie et édition	1,3	0,8	1,0	0,8	2,7
Industrie chimique	1,1	1,2	0,5	0,4	1,8
Industries diverses	0,8	0,6	0,5	0,4	2,2
Energie	2,9	2,5	0,2	0,2	-
TOTAL	1,2	1,0	0,9	0,7	-
TOTAL sans énergie	0,9	0,8	1,1	0,8	1,9

Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs

En revanche, l'impact de la libéralisation est sensible avec la montée de l'intensité en capital au niveau de toutes les branches industrielles, à l'exception du textile. Ce phénomène peut paraître paradoxal dans un contexte de baisse du coût de la main-d'oeuvre. En fait, deux dynamiques sont en oeuvre :

- la relative densification du tissu industriel a permis une remontée des filières vers des activités plus intensives en capital pour toutes les branches, hors «*textile*» ;
- la réallocation des facteurs entraîne un déplacement de la main-d'oeuvre vers les activités les plus intensives en main-d'oeuvre (le «*textile*» en l'occurrence) qui se multiplient.

Ces résultats sont cependant à interpréter avec prudence puisque les évolutions des prix relatifs de la valeur ajoutée industrielle par rapport à ceux du capital n'ont pas été pris en compte, faute de données précises.

Une répartition plus équilibrée de l'investissement

L'inégale répartition des investissements au début des années 80 explique le constat de recul, établi plus haut, de la diversification industrielle. Plus des trois quarts des investissements se concentrent au niveau de trois branches en 1983 : l'"agro-industrie", l'"alimentaire" et le "textile". La part de ces dernières est largement supérieure à ce qu'elles représentent en termes de valeur ajoutée et d'emplois. Il semble que la stratégie choisie a consisté à miser sur les activités déjà prédominantes. Si on ne peut a priori statuer sur la pertinence de ce choix sans l'analyse des performances induites, on peut toutefois noter que la forte montée du taux d'investissement de cette période n'a pas profité à l'ensemble du secteur industriel.

Tableau 8
Répartition de l'investissement

	1973	1974	1983	1984	1994
Industries extractives	8,5	10,5	2,7	5,5	1,8
Agro-industrie	16,3	15,0	43,5	35,2	23,3
Ind. aliment.,boissons,tobacs,corps gras	19,1	17,3	18,0	13,4	21,1
Industrie du textile et du cuir	29,8	23,7	15,5	19,8	11,0
Industrie du bois, papeterie et édition	4,0	3,4	1,6	2,1	10,6
Industrie chimique	1,9	3,5	1,2	2,7	3,1
Industries diverses	4,0	5,0	2,0	3,8	6,2
Energie	16,4	21,5	15,5	17,5	22,9
TOTAL	100	100	100	100	100
Taux d'investissement (en %)	11	11	38	19	23

Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT. MADIO, nos propres calculs

Mais après un retour à des niveaux d'investissement plus viables durant la phase de stabilisation, le taux d'investissement remonte de nouveau avec la libéralisation de l'économie et plus particulièrement avec les mesures d'incitation en faveur des investisseurs étrangers. La répartition plus équilibrée des investissements corrobore l'idée d'une diversification en oeuvre. La forte croissance de la part de l'industrie du bois et des industries diverses atteste cette assertion.

Le taux d'investissement reste relativement élevé dans l'"agro-industrie" et l'"industrie alimentaire" en 1994 (respectivement 30% et 21%). Mais parallèlement le formidable bond enregistré par l'"industrie du bois" et les "industries diverses" mérite d'être souligné. Le taux d'investissement passe pratiquement du simple au triple et atteint respectivement 36% et 25% en 1994 pour ces deux branches. Ces résultats témoignent d'une volonté d'exploiter de nouveaux créneaux.

Soulignons cependant que le diagnostic sur l'évolution du tissu industriel reste partiel si on se limite à l'analyse des changements structurels. Les phénomènes de densification, de diversification ou de spécialisation, et de réallocation des facteurs ne prennent leur véritable sens qu'en regard de leurs impacts sur les performances des entreprises. Ce dernier point fera l'objet du chapitre qui suit et permettra d'établir un bilan global de la dynamique du secteur industriel.

Influence des politiques économiques sur les performances et le dynamisme du secteur industriel moderne

Mireille Razafindrakoto

Nous avons adopté une approche par branche pour évaluer les répercussions des transformations structurelles au cours des trois dernières décennies. D'autres critères auraient pu se révéler pertinents : selon la taille, l'origine du capital ou le degré d'intégration des entreprises à l'économie locale. Mais la non disponibilité des données individuelles n'autorise pas de telles analyses. Toutefois l'appartenance à une branche d'activité constitue déjà un facteur discriminant les entreprises, puisque les caractéristiques de ces dernières sont relativement différenciées selon le type d'activité exercée. De plus, cette entrée présente l'avantage de mettre en exergue les stratégies en matière de spécialisation ou de diversification industrielle, et leurs retombées sur le secteur.

L'évolution de la performance des entreprises ou le sursaut après le déclin

Si une augmentation de la taille moyenne des entreprises se manifeste suite à la phase d'"investissement à outrance", la valeur ajoutée moyenne connaît en revanche une baisse généralisée n'épargnant que la «*branche énergétique*». Un tournant est amorcé dans la deuxième moitié des années 80 puisqu'on observe le phénomène inverse. La taille des entreprises diminue tandis que la valeur ajoutée moyenne croît.

Tableau 9
Valeur ajoutée moyenne (VA/nb établissements)
(en milliers de Fmg constant de 1984)

	1967	1968	1973	1974	1983	1984	1994
Industries extractives	-	-	231	383	246	301	343
Agro-industrie	385	367	350	422	358	593	1 060
Ind.aliment.,boissons,tobacs,corps gras	214	253	212	202	140	175	402
Industrie du textile et du cuir	816	937	1 076	1 366	622	901	262
Industrie du bois, papeterie et édition	230	262	104	140	75	100	118
Industrie chimique	205	276	187	250	153	183	147
Industries diverses	172	221	176	214	117	139	133
Energie	6 753	7 055	4 063	4 266	11 613	12 235	13 739
TOTAL	354	395	330	384	245	325	359

Sources Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs

**Economie
de Madagascar**
N° 1
Décembre 1996

Dynamique du secteur
industriel moderne sur
longue période

Mireille Razafindrakoto

Ces résultats s'expliquent par la **forte chute de la productivité du travail de 1974 à 1983** (diminution de presque de moitié). Cette baisse est d'ailleurs déjà largement amorcée dès le début des années 70. **L'inversion de la tendance à partir de 1984 reflète un sursaut du secteur industriel** avec une amélioration des performances, après plus d'une décennie de dégradation.

Tableau 10
Productivité apparente du travail (VA/L)
 (en milliers de Fmg constant de 1984)

	1967	1968	1973	1974	1983	1984	1994
Industries extractives	-	-	1 605	2 231	1 013	1 274	1 781
Agro-industrie	2 655	2 468	1 528	1 671	576	893	2 278
Ind. aliment.,boissons,tobacs,corps gras	2 900	3 087	2 108	1 722	1 583	1 907	2 970
Industrie du textile et du cuir	2 547	3 139	2 320	2 624	1 796	2 581	1 021
Industrie du bois, papeterie et édition	2 872	3 103	1 845	2 507	1 146	1 547	1 292
Industrie chimique	14 643	18 768	2 906	3 790	2 635	3 065	2 094
Industries diverses	3 911	3 260	2 249	2 919	1 163	1 426	1 636
Energie	8 048	7 112	5 320	5 537	2 424	2 534	5 969
TOTAL	3 170	3 289	2 276	2 450	1 360	1 775	2 112

Sources Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs VA/L : Valeur ajoutée/nb d'employés.

Trois branches semblent échapper à cette règle : le «*textile*», le «*bois*» et la «*chimie*», avec une baisse en 1994 de la productivité apparente du travail. En fait, c'est l'intensification en main-d'oeuvre des grandes entreprises exerçant ces activités qui expliquent ce résultat.

Du point de vue de la rentabilité financière, le retournement de la situation depuis 1984 est également visible. La viabilité des entreprises a atteint un seuil critique en 1983, avec la forte montée du poids des frais financiers. Mais ces dernières sont aujourd'hui en meilleure posture avec de plus grandes chances de survie. Cependant en mettant en regard les conditions d'activité en 1974 et celles qui prévalent vingt ans après, les difficultés financières restent sérieuses. D'ailleurs, l'altération de la situation financière des branches énergétique et textile en 1994 constitue une ombre au bilan. Pour le textile, la situation est d'autant plus paradoxale que cette activité devrait bénéficier de conditions favorables, avec la baisse du coût de la main-d'oeuvre. Le pays mise pourtant sur l'extension de cette branche pour développer le secteur industriel.

Tableau 11
Indicateur de chance de survie (Frais financiers/EBE)

	1973	1974	1983	1984	1994
Industries extractives	36	21	70	45	21
Agro-industrie	22	11	186	53	45
Ind. aliment.,boissons,tobacs,corps gras	21	31	58	63	9
Industrie du textile et du cuir	8	12	64	35	46
Industrie du bois, papeterie et édition	27	13	48	37	24
Industrie chimique	31	16	10	13	18
Industries diverses	24	18	45	53	31
Energie	14	20	61	78	81
TOTAL	16	16	66	48	40

Sources Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs Plus l'indicateur de chance de survie est faible, meilleure est la situation des entreprises

Deux faits majeurs peuvent être retenus à la lecture de ces résultats :

- Non seulement **les dix années d'import-substitution et d'investissement à outrance** a eu pour effet **une contraction du tissu industriel**, mais en plus les entreprises qui ont résisté à la crise ont fait preuve de **piètres performances** au début des années 80 ;

- **L'engagement sur la voie de la libéralisation économique a stimulé un redémarrage du secteur industriel** en inversant la tendance récessive qui était en oeuvre depuis les années 70. L'effort à accomplir pour arriver à une véritable industrialisation du pays est cependant loin d'être achevé. Si la situation s'est améliorée en matière de productivité et de rentabilité financière, **les performances restent en deça du niveau atteint au début des années 70.**

**Economie
de Madagascar**
N° 1
Décembre 1996

Dynamique du secteur
industriel moderne sur
longue période

Mireille Razafindrakoto

59

Tableau 12
Poids de l'excédent brut d'exploitation dans la valeur ajoutée

	1973	1974	1983	1984	1994
Industries extractives	37	47	35	41	56
Agro-industrie	23	49	21	43	66
Ind. aliment.,boissons,tobacs,corps gras	38	26	32	36	76
Industrie du textile et du cuir	50	47	44	56	61
Industrie du bois, papeterie et édition	35	50	39	47	62
Industrie chimique	45	48	48	51	66
Industries diverses	35	39	29	27	56
Energie	48	48	66	67	42
TOTAL	41	43	41	49	60

Sources Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs

L'analyse de l'évolution du poids de l'excédent brut d'exploitation montre une forte hausse du taux de marge brute. La politique économique appliquée depuis le milieu des années 80 a plutôt favorisé des comportements rentiers jusqu'à présent. Si les profits dégagés peuvent jouer positivement sur les investissements, encore faut-il qu'ils soient ré-investis dans le pays. Cet état de fait est critiquable à deux titres. D'une part, la forte montée des taux de marge se fait au détriment de la main-d'oeuvre industrielle, puisque celle-ci connaît une baisse continue de sa rémunération réelle alors que sa productivité est en hausse au cours de la dernière période. D'autre part, cette stratégie ne permet pas le développement d'une industrie compétitive capable d'acquérir de nouveaux marchés.

En fait, les mesures mises en place n'ayant permis qu'une lente densification du tissu industriel, elles ont gardé intact l'environnement monopolistique dont bénéficiaient certaines grosses entreprises. L'existence de ces situations de monopole, qui peut se traduire par des comportements de blocage de la part des plus privilégiés, risque d'entraver l'encouragement de l'initiative privée et limiter le processus d'industrialisation en cours.

La réduction de la dépendance extérieure : un véritable acquis?

Si la stratégie d'import-substitution avait pour objectif la réduction de la dépendance extérieure, un processus qui aurait pu être amplifié par la restriction sévère des importations lors de la phase de stabilisation, **les résultats obtenus ne sont pas à la mesure des espoirs**. La diminution de la part des consommations intermédiaires importées se limite à quelques branches, et elle est surtout sensible pour l'"industrie alimentaire" et les "industries diverses".

Par ailleurs, on ne peut conclure sur le caractère positif de cette baisse dans la mesure où elle s'est accompagnée d'une forte contraction du secteur industriel. Si les intrants importés se réduisent, sans que les entreprises locales ne prennent le relais dans la production de biens équivalents, le constat d'une moindre dépendance est factice.

Les effets de la restriction des importations apparaissent même antinomiques lorsque l'on observe pour l'"industrie extractive", l'"agro-industrie" et l'"industrie du bois" une augmentation de la part des

consommations intermédiaires importées de 1973 à 1984. Les retombées négatives de la chute de biens importés non substituables sur la production locale de biens intermédiaires expliquent ce renforcement de la dépendance extérieure. Seules quelques activités pour lesquelles le développement d'une filière intégrée était possible ont pu échapper à ce mouvement. C'est le cas de l'"industrie alimentaire" et dans une moindre mesure du "textile" et de la "chimie".

Tableau 13
Evolution de la dépendance vis-à-vis des importations

	Part des CI importées / CI tot. (en %)			Répartition des importations (en %)		
	1973	1984	1994	1973	1984	1994
Industrie extractive	23,5	40,5	21,9	1,7	3,1	1,9
Agrq-industrie	24,8	31,0	17,0	3,0	4,2	8,1
Ind. aliment.,boissons,tabacs,corps gras	5,8	3,2	19,1	19,1	12,9	14,9
Industrie du textile et du cuir	50,3	46,5	43,8	20,1	22,7	26,9
Industrie du bois, papeterie et édition	49,4	54,1	18,2	6,3	8,2	3,6
Industrie chimique	50,9	42,1	53,0	2,8	4,2	9,3
Industries diverses	74,2	51,8	56,4	24,2	13,6	11,6
Energie	73,8	71,3	45,0	22,7	31,1	23,7
TOTAL	21,3	17,6	32,6	100,0	100,0	100,0
TOTAL (hors industrie alimentaire)	57,3	52,8	37,2	80,9	87,1	85,1

Sources : Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, Comptes Nationaux, nos propres calculs.

**Economie
de Madagascar**
N° 1
Décembre 1996

Dynamique du secteur
industriel moderne sur
longue période

Mireille Razafindrakoto

61

Le caractère artificiel de la diminution des intrants importés est d'autant plus manifeste que pour l'"industrie alimentaire", l'"industrie chimique" et les "industries diverses", on observe une inversion de la tendance avec la libéralisation des échanges. En effet, la part des consommations intermédiaires importées remonte de nouveau en 1994 pour ces trois branches.

Si on se penche maintenant sur l'impact de la stratégie d'ouverture appliquée à partir de la fin des années 80, les résultats observés sont également contre-intuitifs. Si globalement, il semble que le mouvement de libéralisation a entraîné une montée de la part des intrants importés par rapport aux périodes précédentes (ce qui pourrait justifier la crainte d'une concurrence extérieure néfaste à l'industrie locale), l'analyse détaillée de la dynamique en oeuvre dans chaque branche infirme cette thèse. On note en effet qu'à l'exception des trois branches citées précédemment, la part des consommations intermédiaires importées baisse de manière conséquente. En excluant l'"industrie alimentaire", la réduction de la dépendance du secteur industriel est sans commune mesure avec celle résultant de la stratégie de fermeture de l'économie.

Doit-on en conclure qu'une politique libérale accordant une large place à l'initiative privée, qu'elle soit locale ou étrangère, et encourageant les échanges extérieurs est plus favorable à la réduction de la dépendance extérieure qu'une stratégie dirigiste d'import-substitution? Il est difficile d'émettre un avis définitif sur cette question, dans la mesure où les contextes en vigueur au cours des deux périodes ne sont pas les mêmes. La phase d'import-substitution correspondait plutôt à une période de tâtonnement avec dans un premier temps le choix de restreindre les liens extérieurs avant d'opter pour une politique d'"investissement à outrance" accroissant de nouveau les importations. On peut se demander si cette dernière option aurait pu être bénéfique au secteur industriel, si elle avait été prise plus tôt, durant la montée des cours des matières premières, ou si la dégradation des termes de l'échange n'a pas contraint le pays à l'interrompre au bout de deux ans pour passer à une phase de stabilisation.

Il est d'ailleurs intéressant de noter que les pays asiatiques qui connaissent aujourd'hui une croissance rapide ont également choisi de passer par une phase d'import-substitution. Elle a permis le développement d'une activité industrielle qui, même si elle n'a pas été pleinement efficace, a servi de base au processus d'industrialisation ultérieur, qui s'est enclenché avec la libéralisation de leur économie⁽⁵⁾.

Les enseignements tirés de l'échec de la politique des années 70 et du début des années 80, ainsi que les expériences acquises en matière d'industrialisation, ont sans doute également joué sur la productivité des entreprises aujourd'hui. **Quelques créneaux porteurs ont été mis à jour, et les possibilités d'articulation avec l'économie locale se sont progressivement dessinées** (c'est notamment le cas dans l'"industrie alimentaire" et le "textile"). La baisse continue de la part des intrants importés dans la "branche textile" et l'"énergie" atteste cette idée, même si le niveau de dépendance est toujours relativement élevé.

On peut toutefois s'interroger sur l'opportunité du choix de la rupture des liens économiques extérieurs et de l'import-substitution pour une nation jeune dont l'industrialisation est naissante.

5) Voir RAZAFINDRAKOTO M. «Les déterminants des investissements directs étrangers à Madagascar Quelle leçon peut-on tirer de l'expériences asiatique et mauricienne», n°9519/E, octobre 1995.

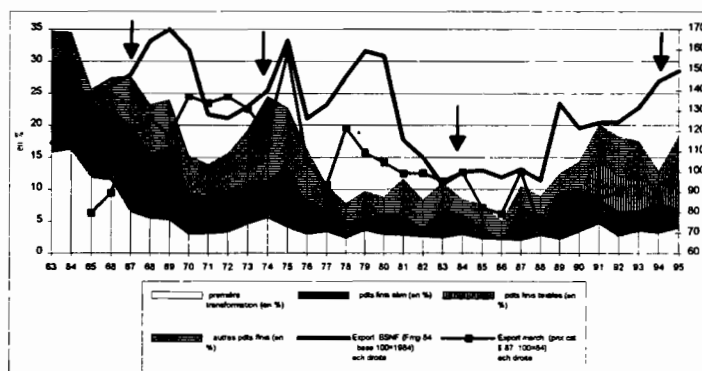
Une montée des exportations manufacturières

La montée nette de la part des exportations manufacturières depuis 1987 (passant de 7% environ à 20% en 1991) reflète le tournant amorcé par l'économie malgache. Cet essor fait suite à un mouvement de baisse continue, si on excepte la hausse de 1972 à 1975 qui résulte en grande partie d'un effet-prix.

Nous ne disposons malheureusement pas des séries de données sur la répartition détaillée des exportations en volume, mais la distribution en valeur permet déjà de tracer les grands traits de l'évolution de ces dernières.

Le graphique 3 montre que la part des exportations manufacturières reste en-deçà de son niveau des années 60. Mais il faut souligner que les données dont nous disposons fournissent des résultats entachés d'un léger biais, dans la mesure où seuls les principaux produits d'exportation ont été retenus. Le fait de baser l'analyse sur la répartition en valeur des exportations rend également difficile l'interprétation des évolutions. Si on se réfère aux chiffres fournis par l'annuaire de la Banque Mondiale (World Tables), ces derniers affichent une multiplication par deux du volume des exportations manufacturières (en dollars constant) de 1988 à 1992, atteignant ainsi son niveau maximum depuis trente ans.

Graphique 3
Evolution de la part des exportations de produits manufacturés en valeur



Sources: INSTAT, commerce extérieur, World Tables, Banque Mondiale

Par ailleurs, en supposant que les évolutions des prix des différents biens manufacturés exportés restent proches, le déplacement constaté plus haut vers des activités à plus forte valeur ajoutée se confirme. La part des exportations de produits de première transformation reste stable (moins de 5%), alors que les produits finis (alimentaires, textiles et autres) passent de 5% à plus de 15% de 1986 à 1991. La nouvelle baisse constatée au début des années 90 découlent de deux facteurs : d'une part, le climat d'hésitation ambiant joue en défaveur du secteur industriel ; d'autre part, le cours des matières premières connaît un nouveau sursaut, (c'est notamment le cas du café en 1994), qui accroît la part des produits primaires dans les exportations.

Si la qualité des données laisse planer un léger doute sur l'ampleur de la croissance des exportations manufacturières, **la hausse marquée de la part de ces dernières dans la production locale constitue un indicateur irréfutable de la contribution croissante du secteur industriel au commerce extérieur.** Après une forte chute de 1973 à 1984, celle-ci passe à 28% en 1994, un niveau 2,5 fois supérieur à celui de 1973, et cinq fois plus qu'en 1984.

Tableau 14
Evolution des exportations directes

	Part des export./production (en %)			Répartition des exportations (en %)		
	1973	1984	1994	1973	1984	1994
Industries extractives	54,3	51,0	81,2	11,0	18,8	10,2
Agro-industrie	49,9	21,7	59,2	22,3	23,2	37,4
Ind. aliment.,boissons,tobacs,corps gras	7,6	1,7	3,3	39,8	19,6	2,9
Industrie du textile et du cuir	5,6	12,9	54,0	6,1	28,1	33,7
Industrie du bois, papeterie et édition	2,3	0,5	18,4	0,7	0,3	4,3
Industrie chimique	9,2	1,6	10,6	1,1	0,8	1,9
Industries diverses	8,1	1,3	18,6	6,0	1,6	4,0
Energie	13,6	4,1	10,3	13,0	7,6	5,6
TOTAL	11,0	5,2	28,0	100	100	100

Sources Diverses enquêtes, INSRE, BDE, INSTAT, MADIO, nos propres calculs Pour 1994, données d'enquête Pour 1973 et 1984, données des comptes nationaux

Le choix d'une orientation plus marquée sur le marché extérieur est surtout sensible pour l'"industrie textile" avec l'arrivée des entreprises franches exportatrices. Il est également manifeste pour l'"industrie du bois", les "industries diverses" et dans une moindre mesure l'"industrie chimique". Le mouvement est cependant général puisque à l'exception de l'"industrie

alimentaire" et de la "*branche énergie*", la part des exportations dans la production est largement au-dessus de son niveau en 1973. L'ouverture de l'économie avec les possibilités de trouver des débouchés extérieurs dans un contexte de contraction de la demande intérieure a ainsi profité à l'ensemble du secteur industriel.

Il convient cependant de s'interroger sur le cas de l'"*industrie alimentaire*" qui n'exporte qu'une part minime de sa production. La nature des produits fabriqués dans cette branche lui a sans doute conféré une situation privilégiée. On peut en effet supposer que les produits alimentaires ont moins souffert de la récession économique, l'achat de ces derniers restant prioritaire dans le budget des ménages. A cela s'ajoute le relatif dynamisme de cette branche qui s'est adapté pour fournir des produits se substituant aux importations de biens alimentaires. Ces facteurs expliquent le moindre affaiblissement du niveau d'activité dans l'"*industrie alimentaire*" en 1984.

Mais si les débouchés sur le marché intérieur restent importants, une stratégie d'exportation pourrait s'avérer pertinente pour cette branche, compte tenu des performances déjà constatées, et des possibilités d'exploitation de ressources locales. Les exigences de qualité et de respect de normes strictes expliquent en partie cette relative faiblesse des exportations manufacturières alimentaires. Ces contraintes ne justifient cependant pas le cantonnement de l'"*industrie alimentaire*" au marché intérieur, alors qu'elle constitue un créneau a priori porteur.

Une plus forte spécialisation, mais une moindre vulnérabilité aux chocs extérieurs

Parallèlement à la montée générale des exportations manufacturières, **une spécialisation se dessine depuis la fin des années 80**. Deux branches : l'"*agro-industrie*" et le "*textile*" représentent plus de 70% des exportations industrielles. L'indice de Gini passe de 0,49 en 1973 à 0,46 en 1984, ce qui marque en terme relatif une diversification avec la baisse de la part de l'"*industrie alimentaire*" et la montée du "*textile*".

Le coefficient de Gini reflète en revanche une plus grande concentration des exportations manufacturières en 1994, avec une montée de l'indice à 0,53. Ce mouvement peut être interprété comme une spécialisation a priori

Economie
de Madagascar
N° 1
Décembre 1996

Dynamique du secteur
industriel moderne sur
longue période

Mireille Razafindrakoto

favorable dans la mesure où l'"agro-industrie" et l'"industrie textile" exploitent les ressources naturelles et humaines locales, même si on peut déplorer la faiblesse des exportations de l'"industrie alimentaire".

Cette concentration des exportations sur quelques branches pourrait signifier une plus grande vulnérabilité de l'économie malgache aux chocs extérieurs. Mais deux raisons peuvent être invoquées pour infirmer cette thèse :

- d'une part, la descente des filières vers des produits à plus forte valeur ajoutée constitue une avancée, et les cours des produits manufacturés sont a priori plus stables ;

- d'autre part, le choix d'une spécialisation dans le textile pour amorcer une industrialisation constitue une stratégie pertinente, à condition qu'elle s'accompagne par la suite d'une diversification progressive du tissu industriel, à l'instar des nouveaux pays industrialisés d'Asie. Le mouvement de délocalisation de cette activité des pays industrialisés vers les pays en développement, et des NPI vers ceux qui amorcent leur industrialisation, devrait favoriser le développement de l'"industrie textile" malgache. Malgré une concurrence accrue, l'étendue du marché permet d'envisager un avenir prometteur aux entreprises les plus compétitives.

Notons enfin que par rapport aux périodes précédentes, **non seulement le solde industriel (exportation-importation) est excédentaire, mais il est également mieux réparti sur l'ensemble des branches en 1994**. Le calcul de l'indicateur de Balassa⁽⁶⁾ qui rapporte la somme des valeurs absolues des soldes par branche au total des échanges extérieurs montre que l'équilibre des échanges de produits manufacturés repose sur plus de branches en 1994. Cet indicateur passe en effet de 0,50 en 1973 à 0,57 en 1984 pour redescendre à 0,48 en 1994. Ces chiffres traduisent plus une moindre vulnérabilité du tissu industriel qu'une plus faible spécialisation des échanges industriels.

Pour évaluer l'évolution du niveau de spécialisation, nous avons eu recours à l'indicateur proposé par Lafay⁽⁷⁾ qui compare le solde de chaque branche au solde théorique d'équi-répartition (proportionnel au solde global et au poids des échanges de la branche). Une intensification de la spécialisation

6) Voir LAFAY, G. «Les indicateurs de spécialisation internationale», note du CEPII, janvier 1988.

7) Voir LAFAY, G. «Avantage comparatif et compétitivité» dans *Economie et Prospective internationale* n°29, janvier 1987.

Tableau 15
Contribution au commerce extérieur

	Solde (export-import)/ (export+import) (en %)			Contribution au solde (solde effectif-solde théorique) / (export _{total} + import _{total}) (en %)		
	1973	1984	1994	1973	1984	1994
Industrie extractive	67	41	74	5	6	4
Agro-industrie	71	38	70	10	8	15
Ind. aliment.,boissons,tobacs,corps gras	25	-25	-62	10	3	-6
Industrie du textile et du cuir	-61	-34	21	-7	2	3
Industrie du bois, papeterie et édition	-83	-98	18	-3	-3	1
Industrie chimique	-52	-86	-61	-1	-1	-4
Industries diverses	-68	-91	-41	-9	-5	-4
Energie	-37	-82	-56	-5	-10	-9
TOTAL	-11	-43	10	0	0	0
Indicateur de Balassa // de Lafay	0,50	0,57	0,48	0,49	0,38	0,45

Sources: Pour 1973 et 1984, données des comptes nationaux, INSTAT. Pour 1994, données d'enquête, INSTAT, MADIO, nos propres calculs. Les colonnes correspondant à la contribution au solde se lit comme suit : en 1973, l'«agro-industrie» dégage par rapport à son solde théorique un excédent supplémentaire représentant 10% des échanges, en 1984, l'«industrie textile» dégage par rapport à son solde théorique un moindre déficit représentant 2% du total des échanges ; en 1994, l'«industrie alimentaire» dégage par rapport à son solde théorique un déficit représentant 6% du total des échanges manufacturiers.

est mise en évidence en 1994, avec l'apparition d'avantages comparatifs marqués dans l'"agro-industrie" et, dans une moindre mesure, dans l'"industrie extractive" et "textile". Il s'agit cependant d'avantages comparatifs révélés. La densification du tissu industriel et des échanges manufacturiers n'exclut pas le développement d'autres avantages comparatifs.

CONCLUSION

Si l'évolution du PIB par tête montre une dégradation continue de la situation à Madagascar, le secteur industriel «moderne» fait montre d'une dynamique différente qui peut faire naître quelques espoirs. **La première période qui a suivi l'indépendance a vu la montée de la valeur ajoutée industrielle**, une lente densification et une diversification du secteur. Cette tendance était a priori positive, même si le mouvement restait limité, ne permettant pas une croissance du PIB industriel par tête. **Dix ans ont cependant suffi pour perdre le minimum déjà acquis. La stratégie d'import-substitution avec la fermeture du pays, suivi de la période d'"investissement à outrance" ont eu pour effet une nette dégradation du tissu industriel.** Une légère embellie intervient à la fin des années 70, qui se traduit par la remontée passagère du PIB par tête. Mais le niveau extrême atteint en 1984, avec le début de la politique de stabilisation, met en évidence le caractère artificiel de cette progression. Ainsi, on retourne pratiquement au point de départ en matière d'industrialisation avant le nouveau décollage de la période de libéralisation économique. **Malgré des résultats mitigés et une progression relativement lente, le niveau de 1974 étant tout juste égalé vingt ans plus tard, la dynamique en oeuvre depuis 1987 est plutôt positive.** L'extension du tissu industriel, le passage vers des activités à plus forte valeur ajoutée, la meilleure allocation des ressources et la réduction de la dépendance extérieure, conjuguées à la montée des exportations manufacturières sont autant de signes qui témoignent d'une tendance favorable.

Economie
de Madagascar
N° 1
Décembre 1996

Dynamique du secteur
industriel moderne sur
longue période

Mireille Razafindrakoto

Le bilan met en exergue l'impact marqué des différentes options économiques qui ont été adoptées. Le fait que les véritables acquis restent aujourd'hui limités, malgré le sursaut récent du secteur industriel, peut conduire au fatalisme et inciter à s'interroger sur l'existence d'une stratégie qui pourrait permettre un réel développement du pays. L'analyse approfondie des mesures appliquées montre cependant que **le marasme économique qui perdure ne résulte pas tant de successions de mauvais choix politiques que de mauvaises appréciations des conjonctures en vigueur.** La croissance que connaissent actuellement les pays asiatiques, qui sont passés par les mêmes phases, confirme cette thèse. L'import-substitution aurait sans doute eu des effets bénéfiques à Madagascar si elle s'était faite de manière graduelle.

La politique d' "investissement à outrance" a été décidée dans un contexte de dégradation des termes de l'échange et sans une stratégie parallèle d'encouragement des exportations, sources de devises. **Aujourd'hui encore, les réformes restent partielles, quand elles ne sont pas inadéquates, alors que la concurrence qui sévit sur le marché mondial, et surtout le niveau de détresse de la population locale, n'autorisent plus de tergiversations.**

Il est vrai que la stratégie actuellement mise en avant est loin de constituer une solution miracle. **Le choix d'une croissance tirée par les exportations ne peut en effet se réaliser dans un contexte de restriction continue de la demande intérieure** laissant de côté la majorité de la population. Les effets d'entraînement sur une population en majorité rurale, exclue du circuit formel de l'économie sont limités, alors que la poursuite de la libéralisation est conditionnée par les impacts qu'elle aura à court et moyen terme sur la nation tout entière. Une politique qui ne bénéficie qu'à une frange privilégiée ne peut qu'être sanctionnée. **Mais, faute de stratégies alternatives, il est urgent d'afficher une volonté réelle d'ouverture et d'encouragement de l'initiative privée** en émettant des signaux clairs pour faire disparaître le climat d'instabilité et d'hésitation ambiant. Si des mesures d'accompagnement sont nécessaires, et s'il faut progressivement adapter les mesures économiques grâce à une approche pragmatique, **il faut éviter que l'art du compromis dont les malgaches sont maîtres ne se traduise par une nouvelle phase de tâtonnement qui risque de leur coûter cher.**

Economie
de Madagascar
N° 1
Décembre 1996

Dynamique du secteur
industriel moderne sur
longue période

Mireille Razafindrakoto
